

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 15/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS**

1420 Route de Carpentras  
84130 LE PONTET

Réf : D-00484-2022  
Code AIOT : 0006400451

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2022 dans l'établissement GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS, implanté 1420 Route de Carpentras, 84130 LE PONTET. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des mesures de restrictions provisoires de l'usage de l'eau prises par arrêtés préfectoraux, et plaçant le bassin versant des Sorgues successivement en situations d'Alerte, d'Alerte renforcée et de Crise.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS
- 1420 Route de Carpentras 84130 LE PONTET
- Code AIOT : 0006400451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED-MTD

L'entreprise GB FOODS PRODUCTION située au PONTET a pour activité principale la fabrication de potages et soupes sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple) et le conditionnement de soupe déshydratée (sous la marque ROYCO par exemple).

Le site industriel est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Respect des prescriptions en cas de sécheresse prescrites à l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.3	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les prescriptions spécifiques sécheresse de son arrêté préfectoral du 28 février 2017, relatives aux restrictions de ses consommations d'eau.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit respecter les dispositions suivantes en cas d'alerte sécheresse (actée par arrêté préfectoral) :  (...) En cas d'atteinte du seuil d'alerte :  (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activation d'un suivi hebdomadaire des consommations d'eau pour mieux détecter d'éventuelles dérives et mettre en place des actions correctives au plus tôt.</li> <li>• Maintien d'une consommation spécifique inférieure à 7 m<sup>3</sup> d'eaux potables souterraines / t de produits fabriqués, en moyenne mensuelle.</li> <li>• Maintien d'une consommation maximale mensuelle inférieure à 60 000 m<sup>3</sup> (toutes origines d'eau confondues). (...)</li> </ul> En cas d'atteinte du seuil d'alerte renforcée :  (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activation d'un suivi hebdomadaire des consommations d'eau pour mieux détecter d'éventuelles dérives et mettre en place des actions correctives immédiates.</li> <li>• Maintien d'une consommation spécifique inférieure à 6,5 m<sup>3</sup> d'eaux potables souterraines / t de produits fabriqués, en moyenne mensuelle.</li> <li>• Maintien d'une consommation maximale mensuelle inférieure à 50 000 m<sup>3</sup> (toutes origines d'eau confondues). (...)</li> </ul> En cas d'atteinte du seuil de crise :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adaptation des consommations d'eau aux prescriptions préfectorales par réduction de la production sur la base des ratios de consommation / tonne de produits fabriqués, à définir en accord avec l'inspection des installations classées.</li> <li>• Réduction des programmes de production ou arrêt complet d'une ou plusieurs lignes de production. (...)</li> </ul> Sur les périodes d'alerte ou de crise, l'exploitant établira un bilan des consommations, qui sera remis à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours qui suivront la levée des restrictions.</p>
<p><b>Constats :</b> Le bassin versant des Sorgues, pour lequel l'exploitant est concerné, a été placé par arrêtés préfectoraux aux différents niveaux de sécheresse suivants :  — situation d'Alerte depuis le 20 avril 2022  — situation d'Alerte renforcée depuis le 06 juillet 2022  — situation de Crise depuis le 8 août 2022</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection ses données de suivi de consommation, sur la base des relevés hebdomadaires :  — la consommation maximale mensuelle (toutes origines d'eau confondues) entre les mois d'avril à août 2022 s'est maintenue en dessous de 30 000 m<sup>3</sup> ;  — la consommation spécifique mensuelle d'eaux potables souterraines par tonne de produits fabriqués est inférieure à 7 m<sup>3</sup>/t pour les mois d'avril à juin 2022, et inférieure 6 m<sup>3</sup>/t pour les mois de juillet et août 2022.</p> <p>L'exploitant a respecté les prescriptions de consommation pour les situations d'alerte et d'alerte renforcée.</p> <p>S'agissant de la situation de crise déclarée depuis le 8 août 2022, et toujours en vigueur le jour de l'inspection, l'exploitant propose à l'inspection une réduction de ses consommations d'eau avec les seuils suivants :  — consommation maximale mensuelle (toutes origines d'eau confondues) inférieure à 45 000 m<sup>3</sup>,  — consommation spécifique mensuelle d'eaux potables souterraines par tonne de produits fabriqués inférieure à 6m<sup>3</sup>/t.</p> <p>L'inspection prend acte de ces objectifs de réduction de la consommation d'eau proposés par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet